

Pouvoir adjudicateur :

**Caisse Primaire d'Assurance Maladie du Var (CPAM)
TSA 41126
83082 TOULON CEDEX**

Autorité représentant le pouvoir adjudicateur :

Monsieur Jean-François CIVET, Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie du Var

Comptable assignataire des paiements :

**Le Directeur Comptable et Financier de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie du Var,
Monsieur Jean-Yves COQUEL**

**Cahier Des Clauses Admistratives Particulières
(CCAP)
Commun à tous les lots**

Objet de l'accord-cadre :

**ACCORD-CADRE n°25021-S-AO-NETTOYAGE
NETTOYAGE ET D'ENTRETIEN DES SITES DE LA
CPAM DU VAR**

ARTICLE 1. OBJET ET PRECISIONS PARTICULIERES DU MARCHE

1.1 Objet de l'accord-cadre :

Le présent CCAP concerne la réalisation de prestations de nettoyage et d'entretien des sites de la CPAM du Var.

Les caractéristiques des prestations à réaliser dans le cadre de cet accord-cadre sont décrites dans le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) commun aux lots et ses annexes.

Lieu d'exécution :

L'accord-cadre se décompose en 3 lots distincts :

Lot 1 : La Valette et Toulon :

- Site de Mésange
- Site de St Jean du Var
- Site de Carnot
- Site de Valbourdin
- Site de La Colombe (CES)
- Site de La Rode (uniquement pour les salles informatiques)
- La Valette

Les sites de la Colombe (CES) et de Carnot gèrent des prestations médicales avec une fonction de consultation des assurés. Une attention particulière devra être portée sur ces locaux sensibles.

Lot 2 : Hyères et la Seyne-sur-Mer

- Site de Hyères
- Site de la Seyne-Sur-Mer

Lot 3 : Fréjus, Draguignan et Brignoles

- Site de Fréjus
- Site de Draguignan
- Site Brignoles

Les sites de Fréjus et Brignoles gèrent des prestations médicales avec une fonction de consultation des assurés. Une attention particulière devra être portée sur ces locaux sensibles.

1.2 Précisions particulières :

L'attention du titulaire est portée sur le fait que la CPAM du Var engage un projet de regroupement de ses implantations actuelles, incluant :

- Site de Mésange
- Site de St Jean du Var
- Site de Carnot
- Site de Valbourdin
- Site de La Colombe (CES)
- Site de La Rode (uniquement pour les salles informatiques)
- La Valette

Vers un nouveau site unique situé à La Loubière (Toulon).

En conséquence, l'ensemble des sites du lot 1 concernés par le présent accord-cadre pourra être progressivement transféré sur ce nouveau site en cours d'exécution du contrat.

Un marché distinct sera par ailleurs lancé pour le nettoyage du site de La Loubière, y compris durant sa phase de pré-exploitation.

Les agents de la CPAM des sites suivants : Rode, Mésange, Carnot, Saint-Jean, CES La Colombe, Valbourdin et La Valette seront transférés sur le nouveau site de la Loubière.

À compter de la date effective de transfert, les prestations de nettoyage habituelles/ courantes liées à ces sites seront arrêtées.

Les candidats sont invités à anticiper cette évolution dans l'élaboration de leur offre au regard de la durée particulière prévue sur ce lot (article 2 du CCAP).

Durant toute la durée de l'accord-cadre, l'évolution du parc immobilier de la CPAM du Var pourra conduire à :

- la modification d'un/ de plusieurs ou de l'ensemble de ces sites
- la suspension d'un/ de plusieurs ou de l'ensemble de ces sites
- ou la suppression totale ou partielle d'un/ de plusieurs ou de l'ensemble de ces sites

Cette possibilité constitue une clause de réexamen prévue à l'article 17.1 du Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et justifiée par la circonstance imprévisible que représente l'incertitude sur la date exacte d'achèvement des travaux et du transfert.

En cas de suppression totale ou partielle des prestations sur un ou plusieurs de ces sites, aucune indemnité ne sera due au titulaire du fait de ces évolutions, qui seront notifiées au titulaire par ordre de service :

- au moins deux (2) mois avant la date effective prévue,
- ou au moins un (1) mois en cas de contrainte opérationnelle majeure.

Ces modifications font l'objet d'une décision du pouvoir adjudicateur :

- supprimant les prestations programmées concernant le ou les sites ou partie de bâtiment dans les pièces de l'accord-cadre
- diminuant le prix global et forfaitaire annuel d'un montant égal au prix forfaitaire annuel des prestations programmées pour ce ou ces sites.

Le titulaire ne pourra pas se prévaloir, ni pour éluder les obligations de l'accord-cadre, ni pour élever une réclamation, des sujétions occasionnées par la suppression de prestations décidées par le pouvoir adjudicateur. Dans ce cadre, il ne percevra aucune indemnité.

Le titulaire demeure tenu d'assurer l'exécution normale des prestations tant que la date effective de modification ou de suppression ne lui a pas été notifiée. Il ne pourra en aucun cas s'opposer à ces modifications induites par l'évolution du patrimoine de la CPAM du Var qui répond à un objectif d'intérêt général concourant à l'exécution de sa mission de service public

1.3 Forme de l'accord-cadre

Il s'agit d'un accord-cadre mixte comprenant:

- d'une part un marché public ordinaire avec des prix forfaitaires (DPGF) pour la prestation de nettoyage courant des locaux (détails dans le cahier des charges techniques particulières) et remise en état des sites post-transfert (lot 1 uniquement)
- d'autre part, un accord-cadre à bons de commande avec des prix unitaires (BPU) par intervention pour ce qui est de la prestation de nettoyage spécifique des sols(excepté CES La Colombe) , ainsi que des prestations d'entretien des revêtements textiles et sièges (aspiration, détachage et shampoing / traitements des acariens) qui seront commandées au titulaire en cours de marché par l'émission d'un bon de commande à la demande de la CPAM du Var.

En ce qui concerne la partie à accord-cadre à bons de commande pour les prestations à prix unitaires (toutes confondues), le montant maximum (contractuel) annuel est de :

- Lot 1 : 9 000€HT
- Lot 2 : 5 000€HT
- Lot 3 : 7 000€HT

1.4 Décomposition en tranches

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

1.5 Règlementation applicable

L'accord-cadre est soumis au Code de la Commande Publique (CCP). Il est aussi soumis au Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ainsi qu'à l'arrêté du 19 juillet 2018, portant règlement sur les marchés des Organismes de Sécurité Sociale du Régime Général.

1.6 Sous-traitance

En cas de sous-traitance, le titulaire devra faire accepter le sous-traitant et agréer ses conditions de paiements conformément à la réglementation en vigueur.

A cet effet, il présentera le formulaire de sous-traitance DC4 (annexe 2 de l'acte d'engagement) , dûment complété et signé en y joignant les pièces listées. En cours d'exécution de l'accord-cadre, le titulaire produira également l'exemplaire unique de l'accord-cadre ou le certificat de cessibilité ou une attestation ou main-levée du bénéficiaire d'une cession ou nantissement de créances lorsque l'une ou l'autre aura été effectuée.

Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies à l'article 3.6 du CCAG FCS.

En cas de sous-traitance, le titulaire de l'accord-cadre reste solidairement responsable avec le sous-traitant tant envers l'acheteur qu'envers les tiers, du parfait accomplissement de toutes les clauses et conditions de l'accord-cadre. Toute sous-traitance passée sans autorisation restera nulle et de nul effet à l'égard de l'acheteur.

1.7 Réalisation de prestations similaires

L'acheteur se réserve la possibilité de confier à l'attributaire de l'accord-cadre, en application de l'article R2122-7 du CCP, des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui seront confiées au titre de l'accord-cadre dans le cadre d'une

procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence.

La durée pendant laquelle ces nouveaux marchés pourront être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent accord-cadre.

1.8 Représentation des parties

Conformément aux articles 3.3 et 3.4.1 du CCAG-FCS, dès la notification de l'accord-cadre, le titulaire et l'acheteur désignent une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à les représenter pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre et notifie cette désignation à l'acheteur ou au titulaire de l'accord-cadre.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au titulaire et à l'acheteur dans les délais requis ou impartis par L'accord-cadre, les décisions nécessaires engageant le titulaire et l'acheteur.

En l'attente de cette désignation éventuelle et à défaut, les personnes physiques signataires de l'acte d'engagement sont seules habilitées à les engager.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire et l'acheteur en cours d'exécution de l'accord-cadre.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, le membre du groupement, désigné dans L'accord-cadre comme mandataire, représente l'ensemble des membres du groupement, vis-à-vis de l'acheteur, pour l'exécution de l'accord-cadre.

1.9 Notification des modifications portant sur la situation juridique ou économique du titulaire

Conformément à l'article 3.4.2 du CCAG-FCS, le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution de l'accord-cadre et qui se rapportent:

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- A sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- A son adresse ou à son siège social ;
- A ses coordonnées bancaires ;
- Aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;

De façon générale, le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur, toutes les modifications importantes concernant le fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement de l'accord-cadre.

ARTICLE 2. DUREE DE L'ACCORD-CADRE

Les prestations démarreront au 1er janvier 2026 et ce, indépendamment de la date de notification de l'accord-cadre.

Pour tous les lots, la durée de l'accord-cadre est de 12 mois à compter de la notification. Cette durée est reconductible tacitement 2 fois pour une durée identique. Sa durée maximale est de 36 mois.

La reconduction sera réputée acquise sauf si l'acheteur notifie par écrit au titulaire au plus tard 2 mois avant l'expiration de la période, un courrier de renonciation à reconduction. Le titulaire ou le groupement d'entreprise ne pourra pas refuser la(es) reconduction(s).

Le titulaire ou le groupement d'entreprise ne pourra pas refuser la(es) reconduction(s). L'absence de reconduction de l'accord-cadre n'ouvrira droit à aucune indemnité au profit du titulaire

Pour le lot 1 uniquement, la durée de l'accord-cadre est fixée à 3 mois à compter de sa notification. Cette durée est reconductible de manière expresse, par période de 3 mois, dans la limite de 3 reconductions, soit une durée totale maximale de 12 mois.

L'accord-cadre est résiliable au termes de la période de 3 mois par l'acheteur, à condition de faire part de sa décision au titulaire concerné par lettre recommandée avec accusé de réception, au moins deux mois avant l'échéance prévue.

Le titulaire ou le groupement d'entreprise ne pourra pas refuser la(es) reconduction(s). L'absence de reconduction de l'accord-cadre n'ouvrira droit à aucune indemnité au profit du titulaire.

De manière générale, entre la notification de l'accord-cadre et la date de début d'exécution des prestations, le titulaire procède à la mise en place des prestations, notamment à la reprise du personnel avec le titulaire sortant (voir art 10.5 ci-dessous).

ARTICLE 3. PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles particulières et leur ordre de priorité sont les suivants :

- L'Acte d'Engagement (un par lot) dans la version résultant des dernières modifications éventuelles (mise au point, avenant etc.) et ses annexes :
 - Annexes 1 : Cadres de décomposition du prix (DPGF et BPU par lot et par site)
 - Annexe 2 : Déclaration de sous-traitance
 - Annexes 3 : Annexes de confidentialité (x2)
- Le présent C.C.A.P et ses annexes :
 - Annexes 1 : livrets de sécurité : prestataire et UIOSS Toulon La Rode
 - Annexe 2 : Tableau des pénalités
- Le C.C.T.P et ses annexes :
 - Annexes 1 : Description locaux et fréquences (propre à chaque lot)
 - Annexes 2 : Moyens humains (propre à chaque lot)
 - Annexes 3 : Moyens techniques (propre à chaque lot)
 - Annexes 4 : Attestations de visite obligatoire sur sites (propre à chaque lot)
 - Annexe 5 : Sécurité d'accès aux locaux
 - Annexe 6 : Répartition des effectifs
 - Annexe 7 : Fiche contrôle qualité
 - Annexes 8 : Plans
 - Les formulaires de reprise du personnel
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux prestations fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Le mémoire technique du titulaire et ses annexes (le cas échéant)
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification de

l'accord-cadre.

- Les bons de commande émis

Seuls les prix €HT et €TTC du BPU sont contractuels, les quantités estimées du DQE ne sont pas contractuelles, elles permettent de comparer les offres.

En cas de contradiction ou de différence entre les documents constitutifs de l'accord-cadre, ces documents prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés ci-dessus.

Le prestataire est réputé connaître l'ensemble des documentations techniques et prescriptions des fabricants des matériels, outils et produits utilisés pour la bonne exécution de l'accord-cadre. Il ne pourra se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance de ces textes et, d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent marché.

Par ailleurs, le prestataire est tenu de signaler toute non-conformité à la réglementation en vigueur des installations ou équipements objet de l'accord-cadre.

ARTICLE 4. FORME DES NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS AU TITULAIRE

Pour les notifications au titulaire de ses décisions, observations ou informations qui font courir un délai, l'acheteur prévoit d'utiliser la ou les formes suivantes qui permettent d'attester de la date et, le cas échéant, l'heure de leur réception :

- Remise contre récépissé daté ;
- Échanges dématérialisés datés ou sur supports électroniques via notamment le profil acheteur du pouvoir adjudicateur ou par courriel ;
- Lettre recommandée avec accusé de réception postal.

Les notifications sont faites à l'adresse du titulaire mentionnée dans l'acte d'engagement ou, à défaut, à son siège social. En cas de groupement, la notification se fait au mandataire pour l'ensemble du groupement.

La date et, le cas échéant, l'heure de réception mentionnées sur un récépissé sont considérées comme celles de la notification.

Lorsque la notification dématérialisée est effectuée par le biais du profil d'acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur est ainsi été adressée, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut d'une consultation dans un délai de 8 jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

En complément de l'article 3.1.2 du CCAG-FCS, lorsque la notification dématérialisée est effectuée par courriel, et en complément de l'article 3.1.2 du CCAG-FCS, une confirmation automatique ou manuelle de réception devra être émise en réponse par le titulaire. À défaut d'envoi automatique ou de confirmation de réception, le titulaire s'engage à attester par courriel de la réception de la notification concernée. Sans réponse de sa part dans un délai de 8 jours calendaires, la date d'envoi fait foi et constitue le point de départ des délais contractuels faisant l'objet de ladite notification.

ARTICLE 5. ORDRE DE SERVICE

L'ordre de service est la décision de l'acheteur qui précise les modalités d'exécution des prestations prévues par l'accord-cadre. En complément de l'article 3.8.1, ils sont signés, notifiés par l'acheteur au titulaire et n'ont pas à être signés par ce dernier.

Un ordre de service sera notifié au titulaire du présent marché dans l'une et/ou l'autre de ces situations, conformément à l'article 1.2 du CCTP :

- En cas de suppression totale ou partielle des prestations sur un/ plusieurs ou l'ensemble des sites du lot 1 : notification d'un ordre de service au titulaire au moins deux (2) mois avant la date effective prévue, ou au moins un (1) mois en cas de contrainte opérationnelle majeure.
- Pour le démarrage de la prestation de nettoyage de remise en état des sites post-transfert du lot 1 : notification d'un ordre de service au titulaire dans un délai d'un (1) à trois (3) mois suivant la date effective de transfert des sites.

Les délais d'exécution pourront être prolongés par ordre de service.

Conformément à l'article 3.8.4 du CCAG-FCS, en cas de groupement d'opérateurs économiques, les ordres de service sont adressés au mandataire du groupement, qui a seule qualité pour formuler des observations à l'acheteur.

ARTICLE 6. PRIX

6.1 - Forme des prix

Il s'agit d'un accord-cadre mixte comprenant:

- d'une part un marché public ordinaire avec des prix forfaitaires (DPGF) pour la prestation de nettoyage courant des locaux (détails dans le cahier des charges techniques particulières) et remise en état des sites post-transfert (lot 1 uniquement)
- d'autre part, un accord-cadre à bons de commande avec des prix unitaires (BPU) par intervention pour ce qui est de la prestation de nettoyage spécifique des sols(excepté CES La Colombe) , ainsi que des prestations d'entretien des revêtements textiles et sièges (aspiration, détachage et shampooing / traitements des acariens) qui seront commandées au titulaire en cours de marché par l'émission d'un bon de commande à la demande de la CPAM du Var.

Les prix sont exprimés en euro TTC.

La part de l'accord-cadre correspondant à l'émission de bon de commande est minoritaire par rapport aux prestations forfaitaires du présent marché. Le prestataire sera sollicité occasionnellement pour la réalisation des prestations à bons de commande, en fonction du besoin. L'organisme n'a pas d'obligation minimum de procéder à ces interventions.

L'organisme n'est tenu à aucun montant minimal concernant cette partie de l'accord-cadre.

Les interventions hors forfait revêtent un caractère exceptionnel. Ces prestations supplémentaires résultent d'un événement particulier.

Toute intervention non comprise dans le présent marché et demandée en sus au titulaire, fera

l'objet d'une présentation d'un devis détaillé et soumis à un accord préalable du pouvoir adjudicateur. Ces prestations feront l'objet d'un bon de commande de l'organisme après acceptation d'un devis.

6.2 - Contenu des prix

Les prix indiqués les cadres de décomposition des prix sont réputés complets.

Ils comprennent toutes les dépenses de main-d'œuvre, fournitures et transports nécessaires, tous les frais généraux, bénéfices, frais, charges sociales ou fiscales et taxes diverses ainsi que les risques d'accident personnels ou aux tiers, pouvant survenir lors de l'exécution des prestations de sorte qu'aucun supplément de quelque nature que ce soit ne puisse s'y ajouter

Pour les prestations à prix forfaitaires, les prix sont établis en fonction des périodicités, des surfaces, des personnels employés, des matériels et produits mis en service et/ ou utilisés. Tous ces éléments sont précisés dans le CCTP et ses annexes.

Pour les autres prestations, les prix sont établis par intervention.

En complément de l'article 10.1.3 du CCAG-FCS, les précisions suivantes sont apportées en matière de contenu des prix :

- En cas de cotraitance conjointe ou solidaire, le prix de l'accord-cadre est réputé comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôle effectuées par le mandataire, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances.
- En cas de sous-traitance le prix de l'accord-cadre est réputé couvrir les frais de coordination et de contrôle par le titulaire des prestations confiées à ce sous-traitant, ainsi que les conséquences de ses défaillances.

Dès la consultation du dossier et avant la remise de son offre, le titulaire prendra soin de signaler par écrit à l'organisme toute anomalie ou insuffisance qui lui apparaîtrait dans l'exécution prévue.

En aucun cas, le titulaire ne pourra arguer des imprécisions, des erreurs, des omissions ou des contradictions du CCTP pour justifier une demande de supplément.

Les anomalies survenant au cours de l'accord-cadre et n'entrant pas dans les événements considérés comme cas de force majeure seront réputées être comprises dans l'économie de l'accord-cadre.

Aucun supplément ne sera accordé au motif d'une erreur éventuelle dans les quantités indiquées dans le dossier. Les indications sont transmises à titre informatif.

Les aléas, qui donneraient naissance à une interruption provisoire des prestations sans bouleverser l'économie de l'accord-cadre, ne pourront servir de fondement à une demande d'indemnité.

6.3 Mode d'établissement du prix de l'accord-cadre

Le prix du présent marché est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres appelé " Mo " (mois de référence).

6.4 Forme du prix

Les prix fixés sur l'acte d'engagement et dans le cadre de décomposition des prix annexé sont fermes pendant la première période d'exécution de l'accord-cadre.

Les prix de l'accord-cadre sont révisables au-delà de la première période.

Prix initiaux : Par dérogation à l'article 10.1.2 du CCAG-FCS, les prix initiaux sont ceux qui figurent dans l'offre du Titulaire. Ils sont établis aux conditions économiques du 1er jour du mois limite de remise des offres (mois zéro) et ne comportent pas plus de deux décimales.

Prix de règlement : Les prix sont révisables une fois par an, à compter de la 2ème année, à la date du 1er anniversaire de prise d'effet des prestations (notification) avec prise en compte des derniers indices publiés au plus tard le 1er jour du mois précédant la date anniversaire de la prise d'effet des prestations.

Pour le lot 1 uniquement, la révision intervient à chaque période de renouvellement, soit tous les trois mois à compter de la deuxième période (exclusion de la première période).

L'ensemble prix révisés sera adressé 15 jours avant à ladite date.

Les prix sont révisables selon la formule suivante :

$$P = P_o \times \left(0,7 \frac{ICHTrev TS_n}{ICHTrev TS_o} + 0,3 \frac{FSD_{2n}}{FSD_{2o}} \right)$$

Identification :

P = Prix révisé

Po = Prix initial fixé à la date de remise des offres (mois zéro)

ICHTrev TS : Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Services administratifs, soutien (NAF rév. 2 section N) - Base 100 en décembre 2008, au mois de remise des offres (I0), et au mois de révision. Identifiant 001565196. Cet indice est publié au Bulletin mensuel de l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE).

L'indice ICHTrev TS dans la formule est un indice générique sans indication de valeur, pour lequel, il s'agit de déterminer les indices effectifs parmi la liste des détails. Selon la nature des prestations de l'accord-cadre, il faut identifier les indices de détail suivants :

- Sécurité/Propreté : ICHTrev TS - Activité de service et de soutien

Valeurs :

ICHTrev TS0 = valeur de l'indice du mois d'établissement du prix P0,

ICHTrev TSN = valeur de l'Indice au moment du mois MN (valeur du dernier indice publié au plus tard le 1er jour du mois précédant la date anniversaire de la prise d'effet des prestations).

FSD 20 = valeur de l'indice du mois d'établissement du prix P0,

FSD 2N = valeur de l'Indice au moment du mois MN (valeur du dernier indice publié au plus tard le 1er jour du mois précédant la date anniversaire de la prise d'effet des prestations).

Modalités :

Mois zéro (Mo) : Octobre 2025 (1er jour du mois de remise des offres) La

révision annuelle des prix ne pourra excéder 3% par an.

Pour le lot 1, la révision s'effectue de façon automatique à chaque renouvellement trimestriel, sur la base de la dernière valeur publiée de l'index retenu.

La révision des prix se fait à la baisse comme à la hausse. Les coefficients de révision seront arrondis au millième supérieur, à partir de la 3ème décimale.

En cas de changement par l'INSEE (ou par un organisme habilité) de la dénomination et/ou de la base de calcul d'un indice avec ou sans coefficient de raccordement associé, ce changement s'applique automatiquement et sans formalités.

En cas de suppression par l'INSEE (ou par un organisme habilité) d'un indice et de son remplacement par un autre indice avec ou sans coefficient de raccordement associé, ce remplacement sera notifié par courrier au titulaire par le pouvoir adjudicateur. Le titulaire disposera d'un délai de 21 jours calendaires pour formuler par écrit son éventuel désaccord. Passé ce délai, l'absence de réponse de celui-ci vaudra acceptation du nouvel indice. En cas de désaccord exprimé dans le délai ci-dessus, les parties devront trouver un accord par avenant.

Le Prestataire est dans l'obligation de faire parvenir sa révision de prix au Service Achats Marchés Approvisionnement (SAMA) par courrier recommandé avec accusé de réception dans le délai de quinze jours calendaires avant la date anniversaire de la prise d'effet de l'accord-cadre :

A ce titre, il joindra obligatoirement à ce courrier les éléments suivants :

- la formule de calcul incluant le montant des indices utilisés (tableau de l'historique des indices)
- Le cas échéant, les nouvelles annexes financières signées et cachetées (original) par la personne habilitée à engager la société

Les anciens prix s'appliqueront si ces conditions ne sont pas respectées.

Le SAMA validera le calcul de la révision proposé.

Date de prise d'effet des prix révisés :

La révision s'appliquera sur la première facture mensuelle (mois complet) dont les prestations ont lieu le mois suivant la date de révision.

Ex : Pour une date de révision au 1er janvier, la facture des prestations du mois de janvier reste aux anciens prix, la facture des prestations du mois de février passe aux nouveaux prix révisés.

En cas de non transmission de ses informations dans les délais requis les prix antérieurs à la date de révision resteront applicables.

Ces nouvelles annexes financières, en original, signées par une personne habilitée à engager la société devront être envoyées au SAMA. Une version électronique devra également être envoyée par mail à l'adresse suivante : gap-secteur_achats.cpam-var@assurance-maladie.fr.

Le SAMA se prononce dans un délai de 2 semaines suivant la réception de la variation de prix. Dans le silence de celui-ci, la variation est réputée acceptée.

ARTICLE 7. CLAUSE DE SURETE ET DE FINANCEMENT

7.1 - Retenue de garantie

Sans objet

7.2- Avance

Il est prévu le versement d'une avance en application de l'option B (article B.11.1 du CCAG-FCS)

Une avance est accordée si le montant forfaitaire des prestations est supérieur à 50 000 € HT et si le titulaire ne l'a pas refusée dans l'acte d'engagement en application des articles R. 2191-3 à R. 2191-5 du Code de la Commande Publique. Il n'est pas prévu d'avance sur la partie des prestations à bons de commande.

Montant de l'avance : Le taux de l'avance est fixé à 10 %.

Le taux de l'avance est porté à 30 % lorsque le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise.

Conformément à l'article R.2191-6 du Code de la commande publique, lorsqu'une partie de l'accord-cadre est sous-traitée, le montant initial de l'accord-cadre est diminué du montant des prestations confiées au sous-traitant et donnant lieu au paiement direct.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Il ne sera pas exigé de constitution d'une garantie à première demande en contrepartie de l'avance.

Conformément à l'article R.2191-5 du Code de la commande publique, le titulaire de l'accord-cadre peut refuser le versement d'une avance.

Modalités de règlement de l'avance :

L'avance sera versée en une seule fois et en totalité dans les conditions ci-après : le règlement de l'avance doit intervenir au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet sa première demande de paiement relatif à l'exécution de l'accord-cadre.

ARTICLE 8. REGLEMENT DES COMPTES AU TITULAIRE

8.1 - Transmission des demandes de paiement

Les factures portent les mentions légales et les indications suivantes :

- le numéro, l'intitulé de l'accord-cadre et du lot ainsi que la date de l'accord-cadre,
- le nom du ou des sites concernés
- les nom et adresse du titulaire
- la désignation des prestations réalisées

- la quantité réalisée
- le prix unitaire ou forfaitaire H.T de base.
- le taux et le montant de la T.V.A.
- le montant total T.T.C. des prestations réalisées
- la date et la période sur laquelle porte la facturation
- un tableau ou une décomposition du prix pour chaque site

Les factures doivent parvenir dans les 15 jours qui suivent le mois d'exécution de la prestation. Elles doivent être accompagnées des bons d'attachement, attestant la réalisation des prestations, signés par le responsable du site concerné.

En application de l'article L2192-1 du code de la commande publique, la facturation électronique est obligatoire pour l'ensemble des entreprises, les transmissions de demandes de paiement se feront obligatoirement sous format dématérialisé sur le portail <https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>

En cas de difficultés et de façon exceptionnelle les factures pourront être reçues à l'adresse :

CPAM DU VAR

Service des Achats Marchés et Approvisionnements TSA 41126

83082 TOULON CEDEX

Lors de la mise en place de l'accord-cadre avec le titulaire, une précision des conditions de présentation des demandes de paiements sera faite afin de faciliter les procédures et échanges.

8.2- Périodicité du règlement

Conformément à l'article 11.5.1 du CCAG-FCS, la remise d'une demande de paiement intervient au début de chaque mois pour les prestations effectuées le mois précédent, dans le cas des prestations qui s'effectuent de façon continue, soit les prestations prévues au titre de la DPGF (règlement à terme échu après la réalisation des prestations).

Le titulaire notifie alors à l'acheteur une demande de paiement mensuelle établissant le montant total, arrêté à la fin du mois précédent, des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution de l'accord-cadre.

Pour les prestations sur bon de commande (à l'intervention), elles seront sur présentation des factures, après admission des prestations (règlement après service fait).

8.3- Demandes de paiement

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

8.4- Règlements en cas de groupement d'opérateurs économiques et de sous-traitants ayant droit au paiement direct

Les paiements sont répartis entre le titulaire, les cotraitants ou sous-traitants payés directement comme indiqué dans l'acte d'engagement et son annexe en cas de besoin.

Quelle que soit la forme du groupement d'opérateurs économiques, le mandataire est seul habilité à présenter à l'acheteur les demandes de paiement.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. Par dérogation à l'article 12.1 du FCS, le paiement peut être effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire.

En complément de l'article 12.1.2 du CCAG-FCS, en cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire. Sur demande du mandataire, l'acheteur peut également procéder à un règlement séparé de chacun des cotraitants, si la répartition des paiements est identifiée dans l'acte d'engagement. Le mandataire du groupement indique dans chaque demande de paiement qu'il transmet à l'acheteur, la répartition des paiements pour chacun des cotraitants. L'acceptation d'un règlement à chacun des cotraitants solidaires ne saurait remettre en cause la solidarité des cotraitants.

Les règlements des sous-traitants ayant droit au paiement direct s'effectueront dans les conditions prévues par les articles R.2193-10 à R.2193-16 du code de la commande publique.

En complément de l'article 11.3.2 du CCAG-FCS, le titulaire transmet avec sa demande de paiement la copie des factures des sous-traitants acceptées, complétées ou rectifiées par lui.

Le paiement des factures du sous-traitant sera effectué par l'acheteur sur la base de l'acceptation totale ou partielle des factures du sous-traitant par le titulaire.

En l'absence de notification à l'acheteur par le titulaire, dans les 15 jours de la demande de paiement adressée par le sous-traitant au titulaire, de son refus total ou partiel de la facture du sous-traitant, l'acheteur procèdera au paiement des factures sur la base de la demande qui lui aura été adressée par le sous-traitant dans les conditions prévues par le code de la commande publique.

Ces dispositions sont applicables aux demandes de paiement en cours de marché et pour solde du contrat de sous-traitance.

8.5- Délais de paiement

Le délai global de paiement est de 30 jours à compter de la date de réception de la facture conforme et après vérification du service fait.

Le mode de règlement choisi par le pouvoir adjudicateur est le virement.

Le titulaire est informé du fait que l'unité monétaire de l'accord-cadre est l'euro.

Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit le bénéfice au paiement d'une indemnité forfaitaire de recouvrement et d'intérêts moratoires.

Le taux des intérêts moratoires applicables en cas de dépassement du délai maximum de

paiement est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

La formule de calcul des intérêts moratoires est la suivante :

$$IM = M \times J/365 \times \text{Taux IM}$$

M = montant de l'acompte en TTC

J = nombre de jours calendaires de retard entre la date limite de paiement et la date réelle de paiement.

365 = nombre de jours calendaires de l'année civile

En cas de retard de paiement, l'acheteur sera de plein droit débiteur auprès du titulaire de l'accord-cadre de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, conformément aux dispositions de l'article L.2192-13 du code de la commande publique.

8.6- Circularisation annuelle dans le cadre de l'arrêté des comptes

A l'occasion du contrôle des comptes de l'organisme, par les auditeurs nationaux, il sera demandé au titulaire de retourner le relevé du compte de l'organisme, dans les livres du titulaire, arrêté à la date du 31 décembre de l'année en cours, et faisant ressortir la position du compte à cette date. Les comptes concernés dans les livres de l'organisme sont les comptes 411 (ventes facturées) et 418 (produits à recevoir)

ARTICLE 9 – RESPONSABILITE GENERALE DU PRESTATAIRE

9.1 Obligation d'assurance

Pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre, le titulaire est responsable des dommages causés aux personnes, biens ou installations liés à son intervention.

Il doit souscrire et maintenir en vigueur une assurance garantissant sa responsabilité civile professionnelle, couvrant notamment les risques d'accidents, incendies, explosions, vols, dégâts des eaux, et autres dommages découlant de l'exécution de l'accord-cadre. Cette assurance doit prendre effet au plus tard à la date de démarrage des prestations.

Le titulaire est tenu de justifier, à tout moment, de la validité de son contrat d'assurance. Le pouvoir adjudicateur peut lui demander tout justificatif relatif à cette couverture. En cas de non-présentation de ce justificatif dans un délai de deux mois suivant une mise en demeure, L'accord-cadre pourra être résilié de plein droit, sans indemnité pour le titulaire.

Le titulaire doit, en outre, souscrire une assurance spécifique pour les locaux mis à sa disposition dans le cadre de l'accord-cadre, couvrant tous les risques liés à ces locaux conformément au droit commun (accidents, incendies, vols, etc.).

Le titulaire garantit également la couverture des risques d'accidents professionnels de son personnel, y compris ceux survenant lors des trajets professionnels, ainsi que tout autre dommage lié à l'exécution des prestations.

Il est seul responsable des dommages, pertes ou sinistres résultant de négligence, faute ou

manquement dans l'exécution de l'accord-cadre, sans recours contre le pouvoir adjudicateur.

Le titulaire doit assurer la maintenance et l'usage conforme à la réglementation de tout matériel qui lui est confié. Il doit également assurer à ses frais ce matériel.

Toute modification relative aux qualifications, assurances ou garanties du titulaire doit être notifiée à l'organisme dans un délai d'un mois. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander une extension des garanties, après consultation avec le titulaire et son assureur.

L'organisme décline toute responsabilité pour les dommages causés par le titulaire dans les locaux ou sur les abords, ainsi que pour ceux affectant les équipements, véhicules ou employés du titulaire.

9.2 Personnel du prestataire

L'accord-cadre est placé sous la conduite d'un responsable ou d'un manager désigné par le prestataire qui est l'interlocuteur direct auprès de l'organisme. Il est présent sur le site sur convocation du responsable de l'organisme et a un pouvoir suffisant pour engager la responsabilité du prestataire.

Il est notamment responsable :

- du respect des plannings
- du contrôle de la qualité des prestations
- de l'organisation du travail
- du suivi du contrat de façon générale
- de l'information auprès de l'organisme
- de la discipline et du respect des consignes par le personnel intervenant

En complément des dispositions du CCTP, il est précisé que les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée, en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires, soit de traités ou accords internationaux.

Le personnel d'intervention du prestataire est soumis:

- aux dispositions générales prévues par la législation du travail
- aux règles qui sont appliquées au personnel extérieur intervenant sur le site

Le Titulaire est responsable de ses agents d'exécution en toutes circonstances et pour quelque cause que ce soit. Il sera responsable des accidents survenus, par le fait de son personnel, des dégâts produits à l'occasion de l'exécution des travaux ainsi que des vols qui pourraient être commis par ses préposés. Le personnel du Titulaire devra faire preuve d'un comportement exempt de tout reproche vis à vis des tiers.

Le représentant de l'organisme se réserve le droit à tout moment et sans avoir à en justifier de demander le remplacement de tout membre du personnel du prestataire ou même de lui refuser l'accès des lieux en tout ou partie.

ARTICLE 10 – CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

10.1 Adresse d'exécution

L'attention du titulaire est portée sur le fait que la CPAM du Var engage un projet de regroupement de ses implantations actuelles, incluant :

- Site de Mésange
- Site de St Jean du Var
- Site de Carnot
- Site de Valbourdin
- Site de La Colombe (CES)
- Site de La Rode (uniquement pour les salles informatiques)
- La Valette

Vers un nouveau site unique situé à La Loubière (Toulon).

En conséquence, l'ensemble des sites du lot 1 concernés par le présent marché pourra être progressivement transféré sur ce nouveau site en cours d'exécution du contrat.

Un marché distinct sera par ailleurs lancé pour le nettoyage du site de La Loubière, y compris durant sa phase de pré-exploitation.

Les agents de la CPAM des sites suivants : Rode, Mésange, Carnot, Saint-Jean, CES La Colombe, Valbourdin et La Valette seront transférés sur le nouveau site de la Loubière.

À compter de la date effective de transfert, les prestations de nettoyage habituelles/ courantes liées à ces sites seront arrêtées.

Les candidats sont invités à anticiper cette évolution dans l'élaboration de leur offre au regard de la durée particulière prévue sur ce lot (article 2 du CCAP).

=

Durant toute la durée de l'accord-cadre, l'évolution du parc immobilier de la CPAM du Var pourra conduire à :

- la modification d'un/ de plusieurs ou de l'ensemble de ces sites
- la suspension d'un/ de plusieurs ou de l'ensemble de ces sites
- ou la suppression totale ou partielle d'un/ de plusieurs ou de l'ensemble de ces sites

Cette possibilité constitue une clause de réexamen prévue à l'article 17.1 du Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et justifiée par la circonstance imprévisible que représente l'incertitude sur la date exacte d'achèvement des travaux et du transfert.

En cas de suppression totale ou partielle des prestations sur un ou plusieurs de ces sites, aucune indemnité ne sera due au titulaire du fait de ces évolutions, qui seront notifiées au titulaire par ordre de service :

- au moins deux (2) mois avant la date effective prévue,
- ou au moins un (1) mois en cas de contrainte opérationnelle majeure.

Ces modifications font l'objet d'une décision du pouvoir adjudicateur :

- supprimant les prestations programmées concernant le ou les sites ou partie de bâtiment dans les pièces de l'accord-cadre
- diminuant le prix global et forfaitaire annuel d'un montant égal au prix forfaitaire annuel des prestations programmées pour ce ou ces sites.

Le titulaire ne pourra pas se prévaloir, ni pour éluder les obligations de l'accord-cadre, ni pour élever une réclamation, des sujétions occasionnées par la suppression de prestations décidées par le pouvoir adjudicateur. Dans ce cadre, il ne percevra aucune indemnité.

Le titulaire demeure tenu d'assurer l'exécution normale des prestations tant que la date effective de modification ou de suppression ne lui a pas été notifiée. Il ne pourra en aucun cas s'opposer à ces modifications induites par l'évolution du patrimoine de la CPAM du Var qui répond à un objectif d'intérêt général concourant à l'exécution de sa mission de service public.

10.2 Désignation des correspondants

En complément de l'article 1.8 ci-dessus, le titulaire informe par écrit l'organisme de la désignation d'un responsable ou d'un manager dont il lui indique le nom. Cet interlocuteur est le responsable du bon déroulement de l'accord-cadre. Il est le représentant du titulaire auprès de l'organisme contractant.

En cas de changement de responsable technique, le titulaire s'engage à ce que ce changement ne crée pas d'interruption dans les missions incombant à la fonction.

Le titulaire informe, par écrit, l'organisme de ce changement dans les meilleurs délais, et lui communique le nom du remplaçant.

Le responsable est éventuellement assisté par un inspecteur nommément désigné chargé du suivi des différents chantiers.

Le responsable ou l'inspecteur sont responsable de :

- de la mise en application des méthodes préconisées par le titulaire ;
- de la vérification de la prise en compte des doléances des usagers ;
- de la sécurité du personnel et des biens.

Ils visent obligatoirement de manière hebdomadaire le cahier de liaison.

Une réunion de cadrage pour la mise en place de l'accord-cadre sera obligatoirement réalisée pour chaque site en début de marché avec le responsable de l'accord-cadre, l'inspecteur le cas échéant et le représentant de l'organisme chargé du suivi de l'accord-cadre de nettoyage.

En cas de remplacement du personnel du Titulaire désigné à l'exécution des prestations de nettoyage par un personnel intérimaire, le Titulaire est tenu d'informer les organismes bénéficiaires de sa planification et de fournir les justificatifs attestant la bonne formation de ses employés aux prestations à exécuter. Toute absence et tout remplacement, même de courte durée, devront être impérativement et promptement signalés à l'organisme soit avant le départ de l'agent dans l'hypothèse de congés programmés ou le jour même en cas de maladie, d'absences imprévues.

En cas d'absence d'un agent d'exécution, et pour quelque motif que ce soit, il sera remplacé par un agent de qualification équivalente ou ayant acquis la formation des procédures dans les zones de son affectation. Chaque nouvel agent sera présenté à son service d'affectation par l'encadrement, lors de sa prise de poste muni de son certificat d'aptitude médicale.

En cas de non-remplacement du personnel absent y compris d'un encadrant (tel que prévu au planning contractuel d'exécution des prestations), des pénalités pourront être appliquées conformément à l'article 13 ci-dessous.

10.3 - Qualité et qualification du personnel sur site

Le titulaire est responsable de la qualification et du choix de sa main-d'œuvre. La qualification de tout le personnel intervenant sur le site doit pouvoir être vérifiée par l'organisme. La qualification doit correspondre aux besoins et spécificités de l'intervention.

Le projet d'organisation, précisant les effectifs, les qualifications, le nombre d'heures prévisionnelles, remis par le titulaire avec son offre sont contractuels. Ces éléments constituent

les moyens minimaux à mettre en œuvre.

Le Titulaire fournit à la CPAM du Var la liste nominative des personnels intervenant dans le cadre des prestations au plus tard dans un délai de 7 jours ouvrables à compter de la date de notification de l'accord-cadre puis, en cours d'exécution de l'accord-cadre, tous les 3 mois.

Cette liste présentera la qualification correspondante de chacun d'entre eux et sera mise à jour à chaque modification de personnel. A défaut, des pénalités pourront être appliquées conformément à l'article 13 du CCAP et son annexe « tableau des pénalités ».

10.4- Reprise du personnel

En application des dispositions de la convention collective nationale des entreprises de propreté et services associés du 26 juillet 2011 (annexe 7 de l'accord professionnel) et de l'article L 1224-1 du Code du travail, le titulaire reprend le personnel de l'entreprise titulaire du précédent contrat de nettoyage.

Le titulaire, rentrant dans le champ d'application de l'annexe 7 de la convention collective nationale des entreprises de propreté et services associés, s'engage à assurer la continuité des contrats de travail du personnel en cas de changement de prestataire dans les conditions prévues dans cette annexe.

Les informations relatives au personnel à reprendre ont été transmises par le titulaire sortant et son jointes au DCE. Le pouvoir adjudicateur n'étant pas à l'origine de ces informations, celles-ci ne sauraient dès lors engager sa responsabilité.

Le titulaire s'engage, en soumettant son offre, à respecter l'ensemble des obligations de la convention collective précitée et de l'article L 1224-1 du code du travail.

En cas de manquant à cette obligation, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier L'accord-cadre aux torts exclusifs du titulaire et d'engager sa responsabilité.

Le titulaire est informé qu'à compter de la date effective de transfert des sites du lot 1, et , après cessation définitive des prestations sur ces sites, le personnel de nettoyage affecté ne sera pas repris par l'entreprise titulaire du nouveau marché de nettoyage sur le nouveau siège de la CPAM du Var (Toulon).

10.5 Continuité du service

En cas d'arrêt de travail de son personnel ou en cas de changement de responsable technique, le titulaire s'engage à ce que ce changement ne crée pas d'interruption dans les missions incombant à la fonction.

Le titulaire sera tenu d'assurer toutes les prestations indispensables au maintien de l'hygiène et de la sécurité des bâtiments.

Les exigences minimales sont les suivantes :

- le nettoyage des sols et des blocs sanitaires,
- l'évacuation des déchets,
- les désinfections.

Les prestations non effectuées lors de ces périodes d'interruption ne seront pas réglées au prestataire.

10.6 Clauses sociales d'insertion

Dans le cadre des objectifs de développement durable et notamment d'insertion sociale et professionnelle, le pouvoir adjudicateur a décidé d'encourager l'application des dispositions

de l'article L 2112-2 du CCP en incluant dans l'accord-cadre, au titre d'une condition d'exécution de l'accord-cadre, une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

Cette clause est applicable uniquement aux lots 2 et 3 du présent accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur a mis en place un dispositif d'accompagnement pour faciliter la mise en œuvre de la clause d'insertion. Dans ce cadre, La Maison de l'Emploi PM/PLIE se tient à la disposition des entreprises pour les informer des modalités de mise en œuvre de la clause d'insertion.

Madame Isabelle MASSE-ISIDORE

Responsable du Pôle Appui aux Acteurs Économiques

Facilitatrice Experte des Clauses Sociales d'Insertion dans les Marchés Publics

Maison de l'Emploi PM / PLIE PM

Ligne directe : 04 94 36 37 57 - Portable : 06 03 38 23 37

Contact e-mail : i.masse@mde-pm.fr

Adresse de correspondance : 237 Place de la Liberté - 83000 Toulon

Le facilitateur a pour mission :

- d'accompagner le titulaire dans la définition du besoin de recrutement (nature du poste, compétence ...) et de lui proposer les modalités les plus appropriées de mise en œuvre de la clause d'insertion (embauche directe, mise à disposition, etc.) ;
- d'identifier les publics susceptibles de répondre au besoin du titulaire ;
- d'organiser le suivi des publics ;
- de valider l'éligibilité des personnes en amont de leur prise de poste ;
- de mesurer et de communiquer auprès de l'acheteur et du titulaire sur les réalisations obtenues dans le cadre du contrat.

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre une politique volontariste et dynamique en faveur des publics visés à l'article ci-dessous et à réaliser des actions en faveur des publics visés, notamment lors de recours à la sous-traitance ou lors de remplacements de personnels en congés.

La société sous-traitante aura les mêmes obligations que le Titulaire au vu du présent accord-cadre.

Le Titulaire doit préciser son objectif annuel de recrutement de personnel en insertion professionnelle dans le cadre de cet accord-cadre.

L'engagement d'insertion porte sur la totalité de l'accord-cadre et sur toute sa durée, reconductions comprises.

Les publics visés :

Le dispositif vise à favoriser l'accès ou le retour à l'emploi des publics précisés au CCAG FCS article 16.

a) personnes prises en charge dans le secteur adapté ou protégé : salariés des entreprises adaptées, des entreprises adaptées de travail temporaire ou usagers des ESAT ;

b) personnes prises en charge dans les structures d'insertion par l'activité économique (IAE) mentionnée à l'article L. 5132-4 du code du travail, c'est-à-dire :

- mises à disposition par une association intermédiaire (AI) ou une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI) ;
- salariées d'une entreprise d'insertion (EI), d'un atelier chantier d'insertion (ACI) ;

c) personnes employées par une régie de quartier ou de territoire agréée ;

d) personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, notamment les Etablissements Publics d'Insertion de la Défense (EPIDE) et les Ecoles de la deuxième Chance (E2C) ;

e) personnes en parcours d'insertion au sein des groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ) ;

Personnes répondant à des critères d'éloignement du marché du travail :

a) demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage) sans activité ou en activité partielle (moins de 6 mois dans les 12 derniers mois) ;

b) bénéficiaires du RSA en recherche d'emploi ;

c) personnes ayant obtenu la reconnaissance de travailleurs handicapés au sens de l'article L. 5212-13 du code du travail orienté en milieu ordinaire et demandeurs d'emploi fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi ;

d) bénéficiaires de l'allocation spécifique de solidarité (ASS), de l'allocation adulte handicapé (AAH), de l'allocation d'Insertion (AI), de l'allocation veuvage, ou de l'allocation d'invalidité ;

e) jeunes de moins de 26 ans en recherche d'emploi :

- sans qualification (infra niveau 3, soit niveau inférieur au CAP/BEP) et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois ;

- diplômés, justifiant d'une période d'inactivité de 6 mois depuis leur sortie du système scolaire ou de l'enseignement supérieur ;

f) demandeurs d'emploi seniors (plus de 50 ans) ;

g) jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, en sortie de dispositif Garantie Jeunes ;

h) habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville éloignés de l'emploi ;

i) personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire ;

j) personnes rencontrant des difficultés particulières sur proposition motivée de Pôle emploi, des maisons de l'emploi, des plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE), des missions locales, de Cap emploi ou des maisons départementales des personnes handicapées (MDPH).

En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé de France Travail, des Pôles insertion des Conseils départementaux, des Maisons de l'Emploi, des Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi, des Missions Locales ou de CAP Emploi, être considérées comme relevant des publics éloignés de l'emploi et éligibles à la clause d'insertion sociale. L'éligibilité des publics doit être établie par la facilitatrice préalablement à leur mise à l'emploi.

Les modalités mises en œuvre

L'action d'insertion professionnelle peut être mise en œuvre par le titulaire selon une ou plusieurs des modalités suivantes :

- par une embauche directe en contrat à durée indéterminée (CDI), en contrat à durée déterminée (CDD) par l'entreprise titulaire, ou en contrats en alternance (contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage). Les heures effectuées par les personnes en insertion via l'embauche directe sont comptabilisées durant l'exécution de l'accord-cadre à compter de la date d'embauche et pour une période maximale de deux ans ;

- par la mise à disposition de salariés en insertion via le recours à une association intermédiaire (AI), ou à une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI), ou à une entreprise de travail temporaire adapté (ETTA), ou à un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ), ou à une entreprise de travail temporaire (ETT) ;

- par le recours à la sous-traitance ou au groupement d'opérateurs économiques avec une entreprise d'insertion (EI), un atelier chantier d'insertion (ACI) ou une entreprise adaptée (EA),

un établissement et service d'aide par le travail (ESAT), une entreprise d'insertion par le travail indépendant (EITI), ou un travailleur indépendant handicapé (TIH).

Un contrôle de l'exécution des actions d'insertion est effectué par le facilitateur à deux niveaux : un contrôle de l'éligibilité des publics et un contrôle de l'exécution de l'action d'insertion.

Le contrôle de l'éligibilité des publics exige la transmission par l'entreprise au facilitateur de pièces justificatives. Une liste sera transmise au titulaire.

A la demande du pouvoir adjudicateur, le titulaire fournit mensuellement et avant le 15 du mois suivant, l'état des vacances de postes donnant lieu à une action d'insertion.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre une action d'insertion au bénéfice de personnes remplissant au moins une des conditions sociales ou/et professionnelle figurant à la liste ci-dessus en cas :

- de création de poste,
- d'absences de personnels,
- de vacances de postes.

Cette obligation représente a minima les vacances provisoires de poste dues aux périodes de congés payés des personnels du titulaire.

Cet engagement d'insertion porte sur l'ensemble des besoins définis à l'accord-cadre et représente 8% d'heures de travail d'insertion par AN minimum par rapport au nombre d'heures proposé par le titulaire pour la réalisation totale des prestations par an. A ce titre, le Titulaire est informé qu'une réunion de bilan annuel se déroulera entre les Parties chaque année.

Une réunion de démarrage sera organisée en présence du pouvoir adjudicateur, de la facilitatrice de clauses sociales et du Titulaire.

Le titulaire fournira chaque mois tous les renseignements utiles (attestation mensuelle d'heures d'insertion fournie par le facilitateur, justificatifs de l'éligibilité des personnes recrutées, dates d'embauches, types de contrats, postes occupés, factures d'achat d'heures et/ou de sous-traitance contractées auprès des SIAE, etc.) qui permettent le contrôle de l'exécution et l'évaluation par le facilitateur des actions réalisées.

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités prévue à l'article 13 du CCAP.

En tout état de cause, le titulaire doit informer le pouvoir adjudicateur, par courrier recommandé avec AR, s'il rencontre des difficultés pour faire face à son engagement. Dans ce cas, le facilitateur étudiera avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs d'insertion auxquels il s'est engagé.

En cas de difficultés économiques qui se traduisent par le recours à de l'activité partielle, à l'engagement d'une procédure de licenciement pour motif économique ou à l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, le pouvoir adjudicateur annule la clause d'insertion sociale. Cette annulation est subordonnée à la communication d'une copie des documents afférents à ces difficultés, transmis à la DREETS ou au juge.

Dans l'hypothèse où le titulaire a recours à des sous-traitants déclarés après la CPAM du Var, le titulaire reste l'interlocuteur unique du facilitateur.

Il coordonne, le cas échéant, la mise en œuvre des clauses sociales par les sous-traitants et rend compte de la réalisation des heures d'insertion auprès du facilitateur selon les modalités énoncées ci-dessus.

A l'issue de l'accord-cadre, l'entreprise titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion formées sur le chantier.

A l'achèvement de l'accord-cadre, le facilitateur transmet un bilan final dans le mois suivant la

fin de l'exécution de l'accord-cadre , à destination de l'acheteur. Ces bilans anonymisés portent sur les aspects quantitatifs et qualitatifs de l'action d'insertion.

10.7 Fournitures

10.7.1 - Consommables

La fourniture des matériels et des produits ainsi que leur réapprovisionnement, nécessaires à l'exécution des prestations, sera à la charge du Titulaire :

- Fourniture des produits d'entretien (chiffons, balais, serpillières, produits adaptés, produits de nettoyage des sols, vitreries et appareillages divers, matériels et équipements divers, sacs poubelles)

Fourniture obligatoire de :

- ✓ Un aspirateur minimum (avec brosse incluse pour le nettoyage des tapis et moquettes)
- ✓ Une petite monobrosse

En complément de l'utilisation d'une petite mono brosse, le titulaire devra utiliser des machines rotatives une fois par semaine sur l'ensemble des sites des lots 2 et 3. La fourniture des machines est intégrée au coût forfaitaire de ce nettoyage.

- Outillage nécessaire courant ou spécialisé
- Produits de nettoyage pour entretien des sols, vitreries, et appareillages divers,
- Fourniture et mise à disposition de sacs poubelles
- Documentation technique, fiches techniques et fiches de sécurité des produits proposés

Les consommables pour sanitaires (papier toilette, essuie mains, papiers hygiéniques, désodorisants, savons etc...) sont fournis par la CPAM du Var et mis à la disposition du titulaire, qui les réapprovisionne, autant que nécessaire.

10.7.2 - Outillage

Le titulaire fournit à son personnel et sous sa seule responsabilité, l'outillage nécessaire courant ou spécialisé.

L'outillage devra être neuf lors de la date de prise d'effet du présent contrat.

Le titulaire veille à ce que son personnel n'utilise pas l'outillage et les matériels appartenant à l'organisme qui ne sont pas mis normalement à sa disposition dans le cadre de l'accord-cadre.

Si de l'outillage et des matériels appartenant à l'organisme étaient prêtés au titulaire, celui-ci les mettrait en œuvre sous sa propre responsabilité.

10.8- Clause environnementale

Les fournitures et les produits utilisés, ainsi que les matériels, afférents au présent marché, se doivent d'être obligatoirement conformes aux normes en vigueur dans la profession.

Le titulaire devra tenir compte de l'évolution de la législation dans le domaine environnemental et technique, et s'y conformer pour les textes, règlements ou autres, relatifs à son activité et aux prestations du présent marché.

Par ailleurs, les référents techniques et opérationnels de l'accord-cadre procéderont à des contrôles réguliers, afin de s'assurer que le titulaire emploie effectivement les matériels et les produits annoncés dans son mémoire technique.

L'ensemble des éléments techniques relatif aux spécifications environnementales (produits, consommables et pratiques socio et éco responsables) est décrit au CCTP (article 4).

En cas de manquements à ces obligations, il pourra être fait application de l'article 13 du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et à son annexe « tableau des pénalités ».

10.9 Etat des lieux et matériel

Le titulaire déclare parfaitement connaître la constitution des locaux et la consistance des matériels et équipements dont il assure le nettoyage, ainsi que les règles de sécurité et règlements applicables en pareille matière.

Conformément à l'article 5 du CCTP, avant le début d'exécution des prestations ou au plus tard dans les quinze jours qui suivent, le titulaire prend contact avec les responsables techniques et opérationnels de la CPAM pour établir un état des lieux contradictoire. Cet état de lieux porte sur la totalité ou sur une partie des locaux.

Cet état des lieux fait l'objet d'un procès-verbal signé par les deux parties.

Le titulaire peut indiquer aux responsables techniques et opérationnels de la CPAM les actions correctrices dont il conseille la réalisation.

A défaut de la réalisation de cet état des lieux, le site est réputé en bon état de propreté.

Le titulaire s'engage à laisser, en fin d'exécution de l'accord-cadre, les matériels et locaux en état normal de propreté et d'hygiène.

Le titulaire est responsable de la conservation, de l'entretien et de l'emploi, de tout matériel et objet qui lui sont confiés, dès que ce matériel ou objet est entré effectivement en sa possession. Il ne peut en disposer qu'aux fins prévues par l'accord-cadre.

Si le titulaire ne peut restituer un matériel ou objet, pour quelque motif que ce soit, l'organisme décide, après s'être informé de ses possibilités, la mesure de réparation à appliquer : remplacement ou remise en état.

L'organisme dotera le titulaire de clés, en quantité suffisante, permettant l'accès aux locaux intéressés par les prestations. En cas de perte ou de vol, le titulaire avisera aussitôt l'organisme des exemplaires manquants, ceux-ci seront remplacés et feront l'objet d'une facturation au titulaire, au tarif en vigueur. Le titulaire devra le remplacement à ses frais des canons accessibles à partir des clés considérées si les circonstances l'exigent.

En fin de marché, le titulaire sera tenu de remettre à l'organisme les clés confiées initialement.

10.10 Locaux mis à disposition du titulaire

Un accord concernant la fourniture et l'utilisation d'un local mis à la disposition du personnel du titulaire conformément à la réglementation du travail en vigueur sera établi entre

l'organisme et le titulaire à la notification de l'accord-cadre.

Les locaux mis à la disposition du titulaire ne peuvent être utilisés que pour l'exécution de ce marché. L'organisme se réserve le droit d'accès à ces locaux. L'organisme se réserve également la possibilité de les échanger contre d'autres locaux sous réserve de proposer qu'ils satisfassent aux exigences réglementaires.

Le titulaire prendra les locaux dans l'état où ils lui seront remis par l'organisme, sans pouvoir n'exercer aucun recours contre celui-ci, ni faire aucune réclamation pour quelque cause que ce soit. Le titulaire peut, s'il le juge utile, proposer à l'organisme l'adjonction à ses frais de tout aménagement complémentaire. Les projets correspondants doivent recevoir l'accord écrit de l'organisme sur le descriptif des aménagements avant tout commencement d'exécution.

10.11 Sécurité et accès aux locaux

La personne désignée comme le correspondant technique par le titulaire doit prendre contact avec les référents techniques et opérationnels de la CPAM du Var dès la notification de l'accord-cadre. Ce contact permettra de préparer la mise en œuvre des autorisations d'accès au site.

Les coordonnées de ces référents seront communiquées au titulaire.

Les entreprises sont informées que les sites sont équipés de dispositifs de contrôle d'accès. Les accès aux sites sont encadrés. Une procédure spécifique, permettant l'accès au prestataire et à ses salariés ainsi que ses éventuels sous-traitants sera mise en place. Les modalités d'exécution relatives aux modalités de sécurité et d'accès aux locaux sont détaillées an annexe 5 du présent CCTP.

Des badges seront fournis. Un document sera complété par l'organisme et le prestataire à la remise et à la restitution du badge. En cas de perte, l'entreprise devra informer immédiatement le responsable du secteur Patrimoine. Les frais liés à la perte de ces badges seront facturés à l'entreprise.

A défaut de respect de ces obligations, l'accès aux sites sera refusé, par mesure de sécurité.

10.12 Fermeture des locaux et mise en sécurité

Les portes et les fenêtres seront fermées et les lampes doivent être éteintes dès achèvement des travaux. Les volets roulants seront baissés.

Le code d'activation des alarmes sera à composer au moment du départ dans les sites qui en sont dotés. Les éventuels systèmes mécaniques anti-intrusion seront remis en place.

Le titulaire et ses équipes intervenantes auront la responsabilité de fermer les locaux à clés (portes, portails, murs rideaux, grilles etc) et de mettre en position active les alarmes s'il y a lieu après leurs interventions et s'ils sont les derniers à quitter le site.

Les modalités d'exécution relatives aux modalités de sécurité et d'accès aux locaux sont détaillées an annexe 5 du présent CCTP.

10.13 Hygiène et sécurité

10.13.1 Règles de sécurité

Les matériels, appartenant au titulaire ou mis à sa disposition par l'organisme, doivent être tenus en bon état de marche et pourront être contrôlés ; ils devront rester ou être rendus conformes aux règles de sécurité en vigueur.

En application du décret n°92-158 du 20 février 1992 un plan de prévention sera établi à la notification de l'accord-cadre.

Toutes précautions seront prises pour que l'état des meubles, immeubles, aménagements, machines, etc. ne soit pas altéré par les opérations de nettoyage et en particulier par la projection de produits. Le lavage des sols est effectué de façon à éviter le mouillage des boîtiers électriques et l'altération des caractéristiques des sols. Il est rigoureusement interdit au personnel du titulaire de manipuler, pour quelque raison que ce soit, les appareils et matériels se trouvant dans les locaux.

Le titulaire instruit son personnel sur les règles de sécurité du travail, tant générales que particulières. Le titulaire veille à faire observer, par son personnel, les règles de sécurité du travail, notamment en ce qui concerne :

- ☑ Le travail en hauteur ;
- ☑ L'encombrement des passages ;
- ☑ Les zones interdites ;
- ☑ L'utilisation des prises de courant destinées au raccordement des machines de nettoyage ;
- ☑ L'emploi de serpillières et de tout objet humide à proximité des conducteurs ou des prises de courant ;
- ☑ Le port de la ceinture de sécurité lors du nettoyage des vitres en hauteur ;

Le titulaire s'engage à faire respecter auprès de son personnel les règlements intérieurs et de sécurité propre aux différents sites.

Il sera notamment interdit au personnel du titulaire :

- D'utiliser le téléphone sauf en cas de nécessité
- D'écouter ou de jouer d'un instrument de musique pendant les heures de travail
- De prendre des repas ou collations à l'intérieur des locaux
- D'introduire et de consommer des boissons dans les locaux ainsi que d'y pénétrer en état d'ivresse
- De fumer
- De provoquer du désordre de façon quelconque sur les lieux de travail et de leurs dépendances
- De tenir des réunions dans l'enceinte des locaux ;
- De distribuer dans les locaux des brochures, tracts ou journaux et de faire circuler des listes de souscriptions, d'organiser des collectes, loteries, de faire des pétitions ;
- D'introduire dans les locaux des marchandises destinées à être vendues
- D'introduire une ou plusieurs personne(s) étrangère(s) à l'entreprise étrangère
- De procéder à des affichages ou d'apposer des inscriptions ;
- De lacérer des affiches ;
- De manquer de respect aux membres du personnel de la CPAM du Var ;
- De se faire aider dans son travail par une personne étrangère au Titulaire.

Cette liste n'est pas limitative.

10.13.2 - Prévention

Le titulaire doit se conformer parfaitement à l'ensemble des dispositions prévues par le Code du travail et par la réglementation en vigueur à la date d'exécution des travaux, pour l'application des dispositions relevant de l'hygiène et de la sécurité. Celles-ci, engage la responsabilité du titulaire.

Le titulaire établit un plan de prévention qui est remis à l'organisme et aux organismes d'hygiène et de sécurité dans les 15 jours suivant la notification du contrat. Il indique de façon précise et détaillée :

Les mesures prévues pour intégrer la sécurité à l'égard des principaux risques courus par le personnel tant dans les modes opératoires lors de leur définition que dans les différentes phases d'exécution des travaux. Il explicite en particulier les moyens de prévention concernant, d'une part, les chutes de personnel et de matériaux, d'autre part, les circulations verticales et horizontales d'engins ;

Les mesures concourant à une bonne hygiène de travail.

Le plan de sécurité est tenu à jour par le titulaire qui se doit d'en signaler les modifications à l'organisme.

Le titulaire s'engage aussi à faire respecter par son personnel le règlement intérieur du site. Son non-respect engage sa responsabilité. A ce titre, le titulaire informe son personnel qu'il doit prendre connaissance des consignes particulières du site auprès de l'organisme.

10.13.3 Visite médicale

Le titulaire doit obligatoirement soumettre à une visite médicale d'embauche tout nouvel agent, avant sa prise de fonction, ou au plus tard avant la fin de la période d'essai.
Il soumet, par ailleurs, son personnel aux examens médicaux périodiques prévus par la législation en vigueur.

Les dates de ces examens, l'identité des agents et la conclusion du médecin du travail sur leur aptitude physique sont consignées par le titulaire sur un registre spécial.

Les agents utilisant ces matériels devront avoir été formés à leur utilisation et reconnus aptes lors de leur dernière visite médicale.

10.13.4 Vêtements de travail

Le Titulaire s'engage à fournir et à faire porter par son personnel, y compris le personnel d'encadrement, une tenue vestimentaire identifiable (logo du Titulaire) et propre en adéquation avec l'activité d'entretien propreté, ainsi qu'un badge nominatif.

La fourniture des tenues vestimentaires des agents de service est à la charge du Titulaire.

Chaque agent , devra avoir à sa disposition le nombre de tenues nécessaires pour garantir une tenue propre quotidiennement.

Aucun agent ne sera admis s'il n'est pas revêtu de son vêtement de travail, s'il est démunie de son insigne ou s'il présente une tenue négligée.

Ces éléments pourront être vérifiés au cours de l'accord-cadre.

10.13.5 Signalisation des travaux

Chaque fois que cela sera nécessaire, le titulaire devra, à ses frais et, après approbation par l'organisme, placer les barrages ou déviations, poser les écriteaux et prendre toutes les dispositions pour assurer la signalisation et prévenir les divers usagers et le personnel de l'organisme de la présence de zones interdites.

En cas de carence du titulaire ou en cas de danger, l'organisme se réserve le droit de prendre toute mesure utile aux frais du titulaire, et sans mise en demeure préalable, sans que cette action puisse dégager la responsabilité du titulaire en cas d'accident.

10.13.6 Horaires d'intervention

Les prestations seront réalisées chaque soir après la fermeture des bureaux. Le début de l'intervention se situera entre 17H 30 et 17H45. Un temps de liaison pourra être prévu en amont avec le manager ou le responsable, si celui-ci est présent, avant le début des prestations et le départ.

Pour le site de La Colombe (CES), l'entrée du personnel est attendu à partir de 16h00 sur site.

Le titulaire aura toute latitude pour planifier les interventions, en fonction de la technicité voulue, dans le cadre de cette plage horaire. Dans ce cadre, il complètera le cadre de prix (onglet « Décomposition du temps passé » des cadres de prix propre à chaque site/ lot, récapitulant pour chaque site le nombre d'heures quotidien prévu.

En cas de retard sur site et en cas de manquement au respect des horaires sur cette plage horaire par le personnel, le titulaire peut se voir appliquer des pénalités conformément à l'article 13 du CCAP et son annexe « tableau des pénalités ».

Des aménagements d'horaires peuvent toutefois avoir lieu, en cours d'exécution de l'accord-cadre, en accord avec les référents de l'accord-cadre. Ces modifications doivent être validées par le service compétent. Toute demande devra être réalisée par écrit au service SPI dont l'adresse mail sera communiquée au titulaire. Un délai de prévenance de 7 jours minimum, devra être respecté.

De manière général, les moyens humains et le temps passé par personne, indiqué par le soumissionnaire dans son offre, sont proposés par lui et évalué par le pouvoir adjudicateur.

Ces moyens indiqués s'entendent comme un minimum mis en œuvre pour la réalisation des prestations. La diminution en cours d'accord-cadre, de ces moyens, par le titulaire, lui seront opposable.

ARTICLE 11 – CONTROLES ET SUIVI DES PRESTATIONS

Les modalités d'organisation des contrôles sont détaillées à l'article 5 du CCTP.

Dans le cadre de l'exécution de ce marché, des contrôles programmés mais également inopinés seront réalisés par la CPAM du Var.

Des fiches de contrôles (modèle en annexe 7 du CCTP) seront renseignées et validées contradictoirement par le représentant de la CPAM du Var et le titulaire, à la fin de chaque

contrôle. Chaque partie a la possibilité d'y porter ses observations.

Pour chaque exigence ayant fait l'objet de la précision d'un critère et d'un niveau attendu, en cas de non atteinte sur la période considérée du niveau requis, une pénalité pourra être appliquée.

L'application des pénalités ayant pour objet la sanction de la non réalisation d'un niveau, cette application ne fait pas obstacle au paiement complémentaire d'indemnités au titre du préjudice subi.

ARTICLE 12 – GARANTIES LIEES A LA CONFIDENTIALITE

12.1 Règles de confidentialité

Le titulaire pour l'exécution de la prestation est amené à intervenir dans les locaux de l'organisme et peut se voir remettre des informations, sous quelque forme que ce soit, qui appartiennent à l'organisme ou dont il est le garant et qui représentent un caractère confidentiel.

La divulgation du contenu de ces informations, des informations de toute nature relative à l'activité de l'organisme, des informations détenues par l'organisme est susceptible de nuire aux intérêts dudit organisme et de ceux d'autres personnes.

Le titulaire est donc soumis à une obligation de confidentialité » dans les termes et conditions ci-après définies.

Texte de référence :

Article 226-13 du code pénal, (Ordonnance n° 2000-916 du 19 septembre 2000 art 3 – journal officiel du 22/09/2000 en vigueur le 1er janvier 2002) "La révélation d'une information à caractère secret par une personne qui en est dépositaire soit par état ou par profession, soit en raison d'une fonction ou d'une mission temporaire, est punie d'un an d'emprisonnement et de 15000 euros d'amende ;

Articles 323-1 et suivants du code pénal sur les intrusions et le maintien frauduleux dans un système informatique.

Information confidentielle

Le terme "Information Confidentielle" est défini comme toute information de quelque nature que ce soit et quelle que soit sa forme, écrite ou orale, y compris, sans que cela ne soit limitatif, tout écrit, note, copie, rapport, document, étude, analyse, dessin, lettre, listing, logiciel ou disquette, spécifications, chiffre, graphique, enregistrement sonore et/ou reproduction picturale, quel que soit son support, communiquée dans le cadre de la Prestation.

Compte tenu du fait que le ou les salariés du titulaire sont amenés à travailler dans les mêmes locaux et sur les mêmes équipements que les salariés de l'organisme, il paraît difficile d'identifier les informations communiquées et considérées comme confidentielles par l'apposition d'une mention spéciale lorsque ces informations sont disséminées dans les supports de travail tels que des serveurs informatiques.

En conséquence, toutes les informations communiquées au prestataire au moyen de supports informatiques sont considérées comme confidentielles et y compris les informations écrites ou orales ayant pour objet les accès logiques. La politique de sécurité de l'organisme est confidentielle.

Les informations transmises sur support papier, CD et supports magnétiques devront comporter la mention « confidentiel ».

Obligation de confidentialité

Le Titulaire s'engage à ne pas communiquer, ne pas publier ou divulguer à des personnes ou entités non liées par les présentes, les Informations Confidentielles de l'organisme sauf exceptions prévues dans le cadre du présent contrat.

Il s'engage également à protéger et à garder strictement confidentiels le contenu et les résultats de la Prestation effectuée pour l'organisme.

Il s'engage à n'utiliser l'Information Confidentielle qu'aux seules fins de l'exécution de la Prestation.

Le titulaire se porte garant de l'exécution de l'obligation de confidentialité pour ses préposés et salariés. Il s'engage à ne pas reproduire l'Information pour lui-même.

Injonctions judiciaires ou administratives

Si le Titulaire était obligé à communiquer une Information Confidentielle reçue dans le cadre des présentes du fait d'une injonction administrative ou judiciaire, le Titulaire devra le notifier à l'organisme dans les meilleurs délais et, sur demande de ce dernier, coopérer pleinement avec l'organisme afin de contester cette divulgation.

Si après une telle contestation, la divulgation était toujours exigée, le Titulaire devra demander à ce que cette Information soit traitée confidentiellement par l'administration, l'organe ou le tribunal concerné. A l'exception du cas de non-respect des dispositions précédentes, aucune Partie ne sera responsable des dommages résultant de divulgation(s) imposée(s) par injonction administrative ou judiciaire.

Propriété de l'information confidentielle

Toute Information Confidentielle sous forme tangible qui a été communiquée et copiée dans le cadre des présentes est et restera la propriété de l'organisme.

Toute Information Confidentielle ainsi que toute copie et reproduction licite de celle-ci devront dans les trente (30) jours de la demande écrite de l'organisme être restituées sans délai à l'organisme ou détruites, à la discrétion de l'organisme.

Dans le cas d'une telle demande, le Titulaire devra fournir à l'organisme un certificat écrit de respect du présent article dans les trente (30) jours d'une telle demande. Tous documents écrits, y compris les rapports et les comptes rendus, rédigés par le Titulaire seront la propriété de l'organisme à l'issue de la Prestation.

Le titulaire s'engage à continuer de respecter son engagement de confidentialité dans les conditions du présent accord même après qu'il ait restitué les informations confidentielles.

Il est expressément convenu que le titulaire ne pourra prétendre à l'exploitation de toute invention, savoir-faire, découverte ou perfectionnement ou donnée, réalisés, conçus, acquis ou possédés par l'organisme ou toute société affiliée, et dont elle aurait pu avoir connaissance directement ou indirectement à l'occasion de l'exécution de la prestation.

La communication d'information confidentielle dans le cadre des présentes ne saurait être interprétée comme accordant une quelconque licence d'exploitation, licence d'utilisation, brevet, marque, modèle ou un quelconque droit de propriété de l'Information confidentielle ou d'utilisation de celle-ci, une quelconque garantie, assurance ou déclaration par la partie communicante relative à son exhaustivité ou la violation de marques et droits des tiers

Livret de sécurité du prestataire

Le titulaire doit prendre connaissance du livret de sécurité du prestataire en annexe. Il s'engage à diffuser ce document à toutes les personnes sous sa responsabilité avant toute intervention au titre de l'accord-cadre en objet, y compris les éventuels intermédiaires et sous-traitants.

Responsabilité du titulaire

En cas de non-respect par le prestataire de ses engagements au titre des présentes, l'organisme se réserve le droit de résilier L'accord-cadre au jour de la réception par le prestataire de la lettre recommandée avec avis de réception portant la résiliation. Cela sans préjudice des dommages et intérêts qui pourront lui être réclamés. Par ailleurs, d'un commun accord, les parties décident qu'en cas de divulgation de l'information confidentielle, tous les dommages mêmes indirects seront réparés par le titulaire sans limitation de montant. Quel que soit le préjudice subit et étant donné le retentissement de toute action des organismes de sécurité sociale, le montant des dommages et intérêts conventionnels ne pourra pas être inférieur à 50 % du montant de l'accord-cadre.

Enfin, l'organisme se réserve le droit de porter plainte avec constitution de partie civile.

Le titulaire doit s'assurer que les entreprises sous-traitantes placées sous sa responsabilité respectent l'ensemble de ces clauses.

12.2 Engagement de confidentialité

1. Chaque Partie s'engage à considérer comme strictement confidentielles toutes les informations qui lui seront communiquées par l'autre Partie, dans le cadre de l'exécution du présent Contrat. Les Parties entendent préciser que seront considérées comme confidentielles les données échangées entre les Parties tout au long de l'exécution du Contrat.

Chaque Partie s'engage à respecter le secret professionnel et le secret des affaires ainsi que les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 sur l'informatique et les libertés modifiée et du règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 appelé « règlement européen sur la protection des données ou « RGPD ».

2. Chaque Partie s'interdit, en conséquence, de divulguer, pour quelque cause que ce soit, lesdites informations, sous quelque forme, à quelque titre et à quelque personne que ce soit. Le terme "Information Confidentielle" est défini comme toute information de quelque nature que ce soit et quelle que soit sa forme, écrite ou orale, y compris, sans que cela ne soit limitatif, tout écrit, note, copie, rapport, document, étude, analyse, dessin, lettre, listing, logiciel ou disquette, spécifications, chiffre, graphique, enregistrement sonore et/ou reproduction picturale, quel que soit son support.

3. Chacune des Parties s'engage notamment à :

- prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger l'accès aux informations confidentielles,
- ne pas utiliser les informations confidentielles autrement qu'aux fins du Contrat,
- ne pas utiliser les informations confidentielles à son profit ou au profit de tout tiers en dehors de la stricte application du Contrat,
- ne pas divulguer les informations confidentielles à tout tiers non autorisé ou non concerné par l'objet du Contrat,
- ne pas utiliser les informations confidentielles pour toute action directe ou indirecte

de conception, développement ou commercialisation de produits similaires ou concurrentiels à ceux de l'autre Partie,

- ne divulguer les informations confidentielles qu'à ses seuls préposés ayant la nécessité de les connaître au titre de leur mission,
- ne laisser accès aux informations confidentielles qu'à ceux de ses dirigeants, employés, mandataires, ou conseils devant y avoir accès pour la bonne exécution du Contrat et sous réserve du respect par ceux-ci de la présente obligation de confidentialité.

4. Chacune des Parties sera déliée de son obligation de confidentialité au cas où :

- la divulgation des informations confidentielles serait exigée par la loi, les règlements, une décision judiciaire ou si cette divulgation était nécessaire pour mettre en oeuvre ou prouver l'existence de droits en vertu du Contrat,
- les informations confidentielles ont fait l'objet d'une mise à disposition au public assurée directement par l'autre Partie et sans restriction,
- les informations confidentielles sont déjà connues du public, ou sont tombées dans le domaine public en dehors de toute intervention de l'autre Partie,

5. Chacune des Parties s'engage à respecter son obligation de confidentialité dès la signature du présent Contrat et pendant toute sa durée ainsi que pendant une période de cinq (5) ans à compter de la fin du présent Contrat et pour quelque cause que ce soit.

ARTICLE 13-PENALITES

La liste des pénalités, leurs modalités de calcul et d'application sont prévues à l'annexe du CCAP « tableau des pénalités ».

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, les pénalités sont cumulatives et s'appliquent dès le premier euro. Elles ne sont pas plafonnées, et aucune exonération ne sera appliquée. Elles s'appliquent, sauf mention contraire, sans mise en demeure préalable du titulaire

Outre la suppression du règlement des prestations non fournies, les pénalités définies ci-dessous s'appliquent, à la demande de l'organisme, sur le ou les sites sur lesquels les défauts sont constatés en dehors des cas de force majeure.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités et ou de réfections. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de ces pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté du Pouvoir adjudicateur de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités prévues dans le cadre du présent marché se cumulent sur une période mensuelle et sont déduites de la facture mensuelle du titulaire le mois suivant le calcul des pénalités. Les défaillances sont constatées au cours des contrôles, programmés ou inopinés.

Le décompte des pénalités est notifié au titulaire qui peut présenter ses observations à la CPAM du Var dans un délai de 8 jours calendaires à compter de la notification de ce décompte.

Passé ce délai, le titulaire est réputé avoir accepté les pénalités.

ARTICLE 14–GARANTIES

Il est fait application de l'article 33 du CCAG-FCS.

ARTICLE 15–REGLEMENT DES DIFFERENDS ET DES LITIGES

Toute contestation relative à l'exécution du présent marché sera de la compétence exclusive du Tribunal judiciaire de Marseille.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

ARTICLE 16–RESILIATION ET ADAPTATION/ SUSPENSION DU MARCHÉ

Il sera fait, le cas échéant, application des articles 38 à 45 du CCAG-FCS avec les précisions suivantes :

16.1 Résiliation pour faute du titulaire.

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

Cependant, par dérogation aux articles 38 et 42 du C.C.A.G. - F.C.S, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire ne percevra aucune indemnité.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

- L'acheteur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire dans les conditions définies à l'article 45 du CCAG-FCS. La décision de résiliation le mentionnera expressément. Dans ce cas, et par dérogation à l'article 43.5 du CCAG-FCS, la notification du décompte de résiliation par l'acheteur au titulaire doit être faite au plus tard deux mois après le règlement définitif du nouveau marché passé pour l'achèvement des prestations.

En complément, en cas d'interruption du service du titulaire pendant plus de 48 heures sans accord préalable de l'organisme, celui-ci pourra faire assurer provisoirement, par un tiers et à la charge du titulaire, le service dû par ce dernier à la condition expresse d'adresser à l'entreprise défaillante une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception. La mise en demeure sera notifiée par écrit et assortie d'un délai. À défaut d'indication du délai, et en complément de l'article 41.2 du CCAG-FCS, le titulaire ou le cotraitant dispose de 15 jours à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci et fournir les justificatifs exigés ou présenter ses observations.

Les frais et risques y afférents demeureront à la charge du titulaire, de même que le surcoût qui pourrait en résulter. La diminution des dépenses ne peut profiter au titulaire. Le titulaire de l'accord-cadre n'est pas alors admis à prendre part, ni directement, ni indirectement, à l'exécution des prestations réalisées à ses frais et risques.

- Le titulaire n'a droit à aucune indemnisation.

16.2 Résiliation pour motif d'intérêt général

Dans l'hypothèse d'une résiliation au titre de l'article 42 du CCAG-FCS, sans préjudice de l'application des dispositions des alinéas 2 et 3 de l'article 42 du CCAG FCS, l'indemnité de résiliation est fixée à 3 % du montant initial HT de l'accord-cadre diminué du montant HT non révisé des prestations reçues.

ARTICLE 17 – CLAUSE DE REEXAMEN

En complément des clauses permettant le réexamen de l'accord-cadre qui pourraient être incluses dans d'autres dispositions de l'accord-cadre, il est convenu entre les parties la mise en œuvre des clauses de réexamen suivantes.

17.1 Adaptation des prestations en cours de marché

Contexte particulier et évolution des sites du lot 1

L'attention du titulaire est portée sur le fait que la CPAM du Var engage un projet de regroupement de ses implantations actuelles, incluant :

- Site de Mésange
- Site de St Jean du Var
- Site de Carnot
- Site de Valbourdin
- Site de La Colombe (CES)
- Site de La Rode (uniquement pour les salles informatiques)
- La Valette

Vers un nouveau site unique situé à La Loubière (Toulon).

En conséquence, l'ensemble des sites du lot 1 concernés par le présent marché pourra être progressivement transféré sur ce nouveau site en cours d'exécution du contrat.

Un marché distinct sera par ailleurs lancé pour le nettoyage du site de La Loubière, y compris durant sa phase de pré-exploitation.

Les agents de la CPAM des sites suivants : Rode, Mésange, Carnot, Saint-Jean, CES La Colombe, Valbourdin et La Valette seront transférés sur le nouveau site de la Loubière.

À compter de la date effective de transfert, les prestations de nettoyage habituelles/ courantes liées à ces sites seront arrêtées.

Les candidats sont invités à anticiper cette évolution dans l'élaboration de leur offre au regard de la durée particulière prévue sur ce lot (article 2 du CCAP).

Durant toute la durée de l'accord-cadre, l'évolution du parc immobilier de la CPAM du Var pourra conduire à :

- la modification d'un/ de plusieurs ou de l'ensemble de ces sites
- la suspension d'un/ de plusieurs ou de l'ensemble de ces sites
- ou la suppression totale ou partielle d'un/ de plusieurs ou de l'ensemble de ces sites

Cette possibilité est justifiée par la circonstance imprévisible que représente l'incertitude sur la date exacte d'achèvement des travaux et du transfert.

En cas de suppression totale ou partielle des prestations sur un ou plusieurs de ces sites, aucune indemnité ne sera due au titulaire du fait de ces évolutions, qui seront notifiées au titulaire par ordre de service :

- au moins deux (2) mois avant la date effective prévue,
- ou au moins un (1) mois en cas de contrainte opérationnelle majeure.

Ces modifications font l'objet d'une décision du pouvoir adjudicateur :

- supprimant les prestations programmées concernant le ou les sites ou partie de bâtiment dans les pièces de l'accord-cadre
- diminuant le prix global et forfaitaire annuel d'un montant égal au prix forfaitaire annuel des prestations programmées pour ce ou ces sites.

Le titulaire ne pourra pas se prévaloir, ni pour éluder les obligations de l'accord-cadre, ni pour élever une réclamation, des sujétions occasionnées par la suppression de prestations décidées par le pouvoir adjudicateur. Dans ce cadre, il ne percevra aucune indemnité.

Le titulaire demeure tenu d'assurer l'exécution normale des prestations tant que la date effective de modification ou de suppression ne lui a pas été notifiée. Il ne pourra en aucun cas s'opposer à ces modifications induites par l'évolution du patrimoine de la CPAM du Var qui répond à un objectif d'intérêt général concourant à l'exécution de sa mission de service public.

Modification ponctuelle ou perpétuelle du besoin

Dans le cas de besoins nouveaux, ponctuels ou devenus perpétuels, et non référencés initialement par le pouvoir adjudicateur, le service gestionnaire de l'accord-cadre, pourra dans les cas ci-après énumérés, procéder à une modification quantitative ou technique du besoin, à la hausse comme à la baisse.

Les causes de cette modification pourront être :

- L'évolution réglementaire et juridique, imposant au pouvoir adjudicateur une solution ou une prestation différente,
- La mutualisation de services des CPAM au niveau local, régional ou national,
- La survenance d'un marché national ou régional, obligeant la CPAM du Var à adhérer à un accord cadre ou un marché subséquent,
- La décision de la Caisse Nationale d'Assurance Maladie (CNAM) ou l'émission d'une Lettre Réseau, imposant des dispositions qui ne seraient pas compatibles à la solution proposée au présent marché.
- En complément des articles 5.2.2, 6.2 et 7.2 du CCAG, en cas d'évolution, en cours d'exécution de l'accord-cadre, de la législation et/ou de la réglementation sur la protection des données à caractère personnel, sur la protection de la main-d'œuvre et des conditions de travail et/ou sur la protection de l'environnement,
- En cas de bouleversement de la situation économique, sanitaire, sociale ou environnementale en France imposant des mesures gouvernementales,
- La survenance d'une crise économique, sanitaire, environnementale ou climatique qui aurait pour effet de rendre la réalisation des prestations impossibles techniquement ou financièrement.
- La survenance d'un incident suffisamment grave pour empêcher la réalisation des prestations (exemple incendie...)

Dans l'un et/ou l'autre de ces cas précités, le titulaire en sera informé en amont, par voie d'avenant ou par courrier recommandé avec accusé de réception.

17.2 Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution

Le titulaire unique pourra proposer à l'acheteur la substitution d'un nouveau titulaire afin de le remplacer.

Ce remplacement pourra intervenir, après accord entre les parties, dans les hypothèses suivantes :

- cessation d'activité,
- cession de contrat,
- décès,

L'acheteur vérifiera que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et appréciera ses capacités professionnelles, techniques et financières, sur la base des mêmes pièces que celles produites par le titulaire.

A l'issue de cet examen, l'acheteur acceptera ou non la mise en œuvre de la substitution. Cette substitution ne pourra emporter d'autres modifications substantielles au marché.

17.3 Remplacement d'un membre du groupement en cours d'exécution

Dans le cadre d'un groupement, cette même possibilité est offerte à chacun des membres du groupement, après accord de l'ensemble des membres sur la substitution.

Le remplaçant proposé pourra être :

- dans le cadre d'un groupement conjoint : soit un des membres du groupement, soit une entreprise tierce.
- dans le cadre d'un groupement solidaire : une entreprise tierce.

Conséquences de l'absence d'accord d'un des membres du groupement ou de l'acheteur sur la substitution :

- dans le cadre d'un groupement solidaire : la défaillance d'un cotraitant emportera automatiquement mise en œuvre de la solidarité des autres membres du groupement
- dans le cadre d'un groupement conjoint : la part non exécutée du cotraitant défaillant sera résiliée ; les autres membres poursuivront la réalisation de la part des prestations qui leur ont été confiées.

Dans le cas du groupement conjoint avec mandataire solidaire, l'acheteur se réserve la possibilité :

- soit de laisser la possibilité aux membres de groupement de poursuivre leurs prestations après désignation d'un mandataire non solidaire ;
- Soit, le membre du groupement qui exécute la part financière la plus importante des prestations restant à réaliser à la date de cette modification devient d'office le nouveau mandataire du groupement dans l'acte d'engagement ;
- de prononcer la résiliation sans faute, mais sans indemnité.

17.4 Remplacement du mandataire du groupement en cours d'exécution

Si la substitution vise le mandataire du groupement, le groupement recomposé désigne un nouveau mandataire. À défaut, et à l'issue d'un délai de huit jours à compter de la notification de la mise en demeure par l'acheteur d'y procéder, le membre du groupement solidaire ou du groupement conjoint qui exécute la part financière la plus importante des prestations restant à réaliser à la date de cette modification, deviendra d'office le nouveau mandataire du groupement dans l'acte d'engagement.

Ces modalités de substitution s'appliquent au cas de la défaillance du mandataire dans l'exécution de sa mission de coordination et de représentation des autres membres du groupement, par dérogation à l'article 3.5 du CCAG-FCS.

17.5 Réexamen sur l'augmentation des prix (hors révision des prix)

Les prix contractualisés ainsi que les conditions de leur évolution (fixées ci-dessus) sont intangibles.

Conformément à l'article 25 du CCAG-FCS, en cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution de l'accord-cadre, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance.

Le cas échéant, les parties conviennent, par avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire.

Sont exclues de cette évaluation, les augmentations de prix prises en compte dans les index et indices utilisés pour la révision des prix de l'accord-cadre.

Dans l'hypothèse d'une augmentation du prix des matières premières indispensables à l'exécution des prestations, dans la mesure où leurs prix sont par nature soumis à des fluctuations cycliques, une indemnisation sur le fondement de la théorie de l'imprévision sera possible que s'il est démontré par le titulaire que la hausse rencontrée pour les matières premières concernées était imprévisible dans son ampleur et qu'elle a provoqué un déficit d'exploitation. Le cas échéant, cette indemnisation ne concernera qu'une augmentation à titre temporaire. Les prix initiaux restent les prix de l'accord-cadre.

ARTICLE 18 – DEROGATIONS AU CCAG

- L'article 3 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 6.4 du CCAP déroge à l'article 10.1.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 8.4 du CCAP déroge à l'article 12.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 13 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 16.1 du CCAP déroge aux articles 38, 42 et 43.5 du CCAG - Fournitures Courantes et Services.
- L'article 17.4 du CCAP déroge à l'article 3.5 du CCAG - Fournitures Courantes et Services.